

Leçons d'histoire burundaise

Le texte qui suit cette introduction a été écrit en 1996. Pendant les heures tendues de la cohabitation à la burundaise entre Ntibantunganya (Frodebu) et Nduwayo (Uprona), respectivement président de la République et premier ministre. La rumeur publique accusait le chef de l'état d'avoir demandé aux pays voisins des troupes pour « occuper le Burundi » et pour démanteler l'armée nationale.

Le premier ministre, par contre, était présenté comme le garant de la souveraineté nationale et par conséquent, protecteur des Forces Armées Nationales. La querelle au sommet de l'état burundais devait aboutir à la paralysie des institutions et au retour de Pierre Buyoya en août 1996. Un coup d'état salué à l'époque par les uns comme la dernière chance pour le Burundi avant de faire un pas de plus en avant vers le gouffre.

Un putsch militaire vilipendé par les autres et utilisé comme preuve éclatante de la culture du « coup d'état permanent » entretenue par les militaires tutsi de la région de Bururi de surcroît. La suite du feuilleton tragique qui se déroule au Burundi depuis douze ans sur fond de guerre civile, de massacres de population et d'exils intérieurs et extérieurs est connue.

Si le Burundais est adepte de la lecture négative de l'histoire, il affirmera que le pays est actuellement sous occupation étrangère. Les troupes des Nations Unies, honnies par une partie de l'opinion burundaise font désormais partie des acteurs incontournables de la scène politique du pays. Une armada impressionnante est déployée au sens militaire du terme mais aussi au sens politique. Coiffée par une insolente administration onusienne civile, omniprésente et roulant en « centres de santé » blanches et rutilantes.

Si le Burundais fait une lecture positive de la même histoire, il considérera, par contre, que cette présence militaire est amicale et qu'elle constitue le prix nécessaire qu'il fallait payer afin de refonder la nation burundaise sur un partage équitable du pouvoir entre les Hutu et les Tutsi. Cette refondation devait passer notamment par la refonte des forces armées, naguère dominées par les Tutsi. Ainsi, devenue Force de Défense Nationale, l'armée burundaise, est composée des militaires issus des anciennes forces armées et des rébellions hutu.

Le débat entre nationalistes et partisans de la participation des puissances étrangères dans la conduite des affaires nationales, illustre, depuis plus d'un siècle, le drame burundais. Ici commencent les cinq leçons de l'histoire burundaise. Troublante coïncidence, ce texte a été écrit en 1996. Il y a une éternité !

Première leçon

Aujourd'hui, l'histoire bé gaye-t-elle au Burundi ? Les similitudes entre les débuts de ce siècle sont si troublantes ! Seule différence de taille entre le deux bouts de ce vingtième siècle ? La déstabilisation de l'état burundais ne s'est pas accompagnée, au début de ce siècle, par une guerre civile entre les Hutu et les Tutsi. Les troupes nationalistes de Mwezi Gisabo ainsi que les troupes rebelles de Kilima et de Maconco ne se sont pas livrées une guerre ethnique. Des Hutu et des Tutsi se sont combattus dans des camps opposés, certes. Mais jamais les uns contre les autres et en tant qu'entités ethniques.

Cette réserve importante faite, il faut admettre que la société burundaise semble encore traversée profondément par deux courants politiques profondément ancrés : une aile nationaliste et une aile favorable à l'intervention étrangère dans les affaires intérieures du Burundi. On retrouve d'ailleurs la même dichotomie au cours des années 60, lors de la lutte pour l'indépendance. Certains partis politiques animés par l'Uprona de Rwagasore se battaient farouchement pour l'indépendance immédiate. D'autres partis, rassemblés dans un Front Commun en 1958 d'abord et plus tard, le Parti Populaire et le Parti Démocrate Chrétien de Baranyanka ensuite, souhaitaient une indépendance préparée avec le concours de la Belgique et qui interviendrait le plus tard possible.

Il y a donc au Burundi, depuis un siècle au moins, persistance de deux courants antagonistes qui opposent les nationalistes « farouches » aux « partis de l'étranger ».

Deuxième leçon

Les menaces d'intervention de troupes étrangères conduites par les Nations Unies au Burundi réveillent, comme dans un réflexe pavlovien, crispation chez les nationalistes et jubilation dans les partis favorables à l'intervention étrangère. La classe politique burundaise réagit, devant le chiffon rouge de cette menace, par réflexe conditionné, par automatisme musculaire et instinctif.

Que l'on soit pour ou contre l'intervention des troupes étrangères au Burundi, que l'on dénonce ou souhaite l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures du pays, beaucoup de politiques burundais utilisent un schéma de pensée binaire pour exprimer leur position. « On nous aime ». « On ne nous aime pas ». La communauté internationale invoquée constamment et prise à témoin est sommée de dire si elle « nous aime » ou si « elle ne nous aime pas. »

Les reportages effectués par les médias internationaux sur le Burundi sont décryptés avec une grille de lecture identique. « Ils nous aiment. » « Ils ne nous aiment pas. »

Or, en matière de politique d'état à état, il n'y a pas de place pour les sentiments. C'est un champ de mines où s'expriment des intérêts et des rapports de force. Ce sont des intérêts qui dictent la conduite des puissances les unes à l'égard des autres. Aucun état, aucun groupement d'états au monde « n'aime » les Hutu ou les Tutsi du Burundi.

Comme au début du siècle, l'intérêt de la puissance coloniale allemande, exprimé dans le principe du gouvernement indirect, a permis à von Grawert de changer des rapports défavorables imposés à Mwezi Gisabo par von Beringen. L'autorité de Mwezi Gisabo ruinée un moment par un représentant de la puissance coloniale a été consolidée, peu après, par un autre agent de la même puissance.

Hier comme aujourd'hui, une puissance étrangère peut briser un pouvoir incarné par un président hutu ou tutsi au Burundi. Et le lendemain, d'autres représentants de la même puissance peuvent renverser les alliances nouées avec le même président hutu ou tutsi. La classe politique burundaise devrait apprendre à analyser froidement les intérêts des puissances étrangères au Burundi et dans la sous région avant de réagir de façon émotionnelle et irrationnelle. Les puissances étrangères respecteront les Burundais si elles peuvent vérifier que ceux-ci connaissent leurs intérêts de puissances et qu'ils savent néanmoins, défendre les intérêts nationaux.

Le Burundi, outre qu'il constitue une des portes d'accès à « l'empire zaïrois », a encore, malgré tout, quelques atouts économiques et stratégiques qui peuvent allumer bien des convoitises étrangères. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer notamment les propositions de partenariat faites par les groupes étrangers à l'annonce du programme des privatisations d'entreprises publiques.

La distribution de l'eau, la production de l'électricité, les télécommunications, l'exploitation des mines d'or et un jour du nickel de Musongati, constituent autant de signaux qui indiquent que certains intérêts étrangers préfèrent s'allier avec plutôt tel courant politique burundais plutôt qu'avec tel autre.

Certaines rumeurs signalent depuis quelque mois l'existence de platine associé au nickel dans la région orientale du Burundi. Une publication parue en Belgique, « Informations Rwandaises et Internationales » de janvier 1996, citant le supplément de son bulletin n°1 publié en janvier 1995, tente de comprendre les causes de l'assassinat du président Melchior Ndadaye. Son enquête relie cet assassinat à une rivalité autour du platine du Burundi. Cette rivalité opposerait le groupe anglais RTZ (Rio Tinto Zinc) au groupe australien BHP (Broken Hill). RTZ aurait déjà obtenu une

concession d'exploitation des mines de Musongati. Or, le gisement de nickel associé au platine se prolongerait en Tanzanie dans la région de Kabanga.

Par ailleurs, les recherches effectuées au Burundi au milieu des années 80 ont-elles définitivement prouvé l'absence d'hydrocarbures dans la région du lac Tanganika ?

Une certitude demeure dans le domaine de la production et de la distribution de l'électricité. De toute évidence, le Burundi se trouve dans la région des Grands Lacs où le potentiel régional électrique n'est pas négligeable. On peut estimer que tôt ou tard, quelque puissance clairvoyante voudra être associée intimement au développement du réseau électrique dans les villes qui bordent ces lacs au Zaïre, au Rwanda et au Burundi : Goma, Bukavu, Gisenyi, Kibuye, Cyangugu, Bujumbura et Uvira.

Une loi implacable régit les intérêts économiques et stratégiques des états africains. Les états les plus dociles sont protégés et dominés. Les plus rebelles sont brisés et dominés aussi. Dans la savane, tous les animaux ne naissent pas libres et égaux.

Troisième leçon

Les puissances étrangères n'apprécient pas des conflits qui durent et une instabilité prolongée. Car la situation risque, à tout moment, de leur échapper et de basculer en faveur d'une puissance concurrente. En règle général, ces puissances donnent toujours une prime aux pouvoirs établis. Elles n'apprécient que moyennement la dissidence ou la guerre ouverte contre les régimes reconnus. Sinon, l rébellion doit réussir à imposer un rapport de force militaire rapide. Ou alors elle est combattue sans scrupules et sans ménagement.

Le principe du gouvernement indirect (indirect rule) de l'époque colonial est toujours d'actualité. Les pouvoirs établis ou reconnus comme tels constituent de meilleurs alliés et des relais plus efficaces pour la défense des intérêts des puissances dominantes. Kilima et Maconco, pour revenir à l'histoire burundaise du début du vingtième siècle, l'ont appris à leurs dépens.

Quatrième leçon

A quoi tient le sort d'une nation ? Le conflit entre Mwezi Gisabo et Maconco qui s'alliera plus tard à Kilima dans la rébellion, est né de la convoitise du gendre pour un chien de valeur appartenant au roi. Ce canidé était très apprécié à la chasse, semble-t-il. Et cela a suffi pour jeter Maconco dans l'opposition et à s'allier à la puissance colonial e allemande.

Dans les familles politiques au Burundi d'aujourd'hui, combien de querelles de personnes ont dégénéré en conflits soit disant idéologiques ? La modération, le sens du compromis et de la négociation, la tolérance auraient pu épargner au Burundi, bien de drames depuis un siècle.

Cinquième leçon

Un dicton affirme que le Burundi n'est jamais tombé dans l'anéantissement total (u Burundi ntibwigeze bugwa mw'i sanganya). Les multiples catastrophes politiques et humaines qui émaillent ce siècle où le Burundi est entré dans l'histoire contemporaine ne contredisent-elles pas cette belle sagesse populaire et imprudemment confiante. Au fait, le Burundi, a-t-il jamais quitté les fonds de l'abîme ? Il conviendrait plutôt d'admettre que le Burundi « butigeze buva mw'i sanganya. » Affirmation excessive ? Voire.

Englués et paralysés par une guerre de misérables, trop de Burundais sont absorbés par la lutte pour la survie au jour le jour. Très peu parmi nos concitoyens peuvent s'offrir le luxe de lever les yeux au-dessus d'un horizon sombre pour s'apercevoir qu'un autre siècle est entrain de naître et que Bujumbura aura, l'année prochaine, en 1997, cent ans d'histoire.

La guerre brise toute perspective d'avenir. Qui peut aujourd'hui, avoir le cœur à chanter et à danser ce bel anniversaire ? Qui peut, aujourd'hui, oser rêver de célébrations et de libations ? Qui peut, aujourd'hui, Bujumbura, évoquer ta mémoire, inventer ton avenir ?

Athanase Karayenga
Paris, 1996